



Afrika

AFRICA

Pour une réelle citoyenneté quelle que soit la nationalité

n° 17

mai-juin 2004

SOLIDARITÉ avec AFRICA

AU SOMMAIRE DU DOSSIER DU MOIS

- 2 Journée Internationale des Femmes
- 3 Gisèle Halimi à la Cité des 4000 de La Courneuve
- 5 La pauvreté : un délit ?
- 6 Algérie : élections présidentielles. Ni alternance, ni alternative !
- 8 Culture : La Gauche et les cités
- 9 Discrimination positive : Qui veut-on tromper ?
- 12 Portrait : Freddy Kaczmareck, Maire d'Auby (Nord)

Les habitants des 4000 de la Courneuve le savent : AFRICA est une association de militants et d'adhérents, salariés et bénévoles, qui, avec d'autres, « bossent » contre l'exclusion, contre le racisme et autres discriminations, pour construire des rapports entre habitants tournés vers la solidarité et l'amitié. Et cela, de façon continue, depuis ... un certain décembre 1987.

Cette riche expérience risque d'être perdue si les aides de l'Etat venaient à être supprimées. L'inquiétude est réelle : car, des décisions d'annulation de subventions ont été prises à l'encontre d'AFRICA et d'autres associations, sans que l'association en soit informée directement et en détail. Ce sont les principes mêmes de la Politique Contractuelle de La Ville qui seront ainsi affectés. C'est aussi une atteinte au principe de la liberté associative !

Une démarche collective, avec toutes les associations de La Courneuve, a été engagée en direction des autorités - un RDV avec la Préfecture a déjà été pris - pour trouver une issue favorable aux intérêts de la population courneuvienne. AFRICA s'engage à vous tenir informés de la suite qui sera donnée aux activités : accompagnement scolaire, écrivain public, médiation, luttés contre les discriminations et activités culturelles de proximité, ...

Mais, faut-il le rappeler, cette question ne sera résolue correctement que si le maximum d'habitants s'en mêle.

Comme les habitants doivent se mêler pour empêcher les cambriolages dont a été victime AFRICA et d'autres associations.

On veut être une association pour et par les Courneuviens !

AFRICA

AFRIKA, le bulletin mensuel de l'association AFRICA

Responsable de la publication : Aïssa Zekkour Ont participé à ce numéro : Kamel Badaoui, Mimouna Hadjam, Farid Bennour, Tahar Moez

AFRICA : 3, place Georges Braque - 93120 La Courneuve

Téléphone 01 48 36 95 74 Télécopie 01 48 37 48 11 E-mail africa93@noos.fr

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

AFRICA à fond pour les droits des femmes

A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, l'association AFRICA a organisé et participé à plusieurs initiatives afin de sensibiliser, d'échanger autour de cette journée historique de lutte...

Portraits et combats de femmes

Le 5 mars à partir de 12 h c'est le vernissage de l'exposition : Portraits et combats de femmes ; autour d'un couscous, une trentaine de personnes

biographies de quelques unes de ces femmes

Myriam Makeba, la sud Africaine, qui a lutté à travers la chanson contre l'apartheid
Leila Zana, la kurde de Turquie emprisonnée depuis 11 ans

avec des chants de femmes, les femmes du quartier ont pu se retrouver dans un moment de convivialité.

A 19 h, au centre culturel Houdremont Africa et le Comité de promotion des Droits des Femmes recevaient Joëlle Kauffman, gynécologue, dirigeante du mouvement féministe des années 70.

Avec Françoise Héritier à Pierrefitte

Le 15 février dernier, nous étions invités, à l'appel de l'AFL, et de la Mairie de Pierrefitte à débattre de la condition des femmes à la salle guingette à Pierrefitte avec Françoise Héritier anthropologue, Professeur au collège de France. Ce débat préparé pendant plusieurs semaines, par l'ATS, une association de scientifiques, avec la population a rassemblé 70 personnes. La porte parole d'Africa s'y est exprimée sur le vécu quotidien des femmes, après avoir fait un constat de la planète. Françoise Héritier s'est attachée à revenir sur l'histoire en expliquant que la différence des sexes est à l'origine des sexes. Nous reproduisons un court extrait de son Intervention. »

Toutes les sociétés humaines utilisent des catégories binaires dualistes. Nous opposons tous le haut et le bas, le chaud au froid, le sec à l'humide, l'actif au



parmi lesquels des travailleurs sociaux du quartier découvrent les 60 photos de l'exposition : femmes et maternité, femmes et emploi, femmes et vie quotidienne. A côté, l'exposition de Catherine Deudon, sur les 30 ans de l'histoire du mouvement des femmes « un mouvement des femmes à soi » prolonge la lutte des photos des pionnières exposées parmi lesquelles Clara Zetkin.

Dès 14 h, les femmes du quartier se rassemblent pour une après-midi festive, et découvrent à leur tour les visages célèbres ou inconnus des femmes du monde, Khéira, Nadia, Djamila, Maty, Magali, ont lu tout au long de l'après midi les

dont la peine vient d'être confirmée par les généraux turques, malgré la pression internationale, Angela Davis, l'américaine, condamnée à la peine de mort par une justice de classe raciste, Olympe de Gouges, première femme féministe de la Révolution française, guillotinée pour avoir osé penser la déclaration des droits des femmes. Nawal Al Saadaoui, égyptienne, écrivain, condamnée pour apostasie, « divorcée de force » par le gouvernement égyptien.

Et surtout, Clara Zetkin, communiste allemande, grâce à qui nous célébrons le 8 mars chaque année.

Dans une ambiance de fête

passif. Or, si ces catégories binaires sont universelles, c'est qu'elles viennent certainement de nos grands ancêtres « Homo sapiens ». Ils ont été obligés de donner du sens à ce qu'ils voyaient : leur propre corps, le cycle des saisons, les animaux. Et chose étonnante toutes les espèces, aussi différentes ont un trait commun : il y a toujours des choses identiques à des choses différentes.

Cela dit, ces catégories ne sont neutres, elles sont hiérarchisées et là, ça devient intéressant, et ce n'est pas du tout de la force physique, mais à cause, de l'asymétrie fonctionnelle des sexes et cet apparent privilège du féminin, doté d'une capacité extraordinaire, non seulement à se reproduire à l'identique (une femme fait une femme), mais aussi à fabriquer des corps différentes d'elles (des garçons), c'est une question qui taraude les sociétés humaines depuis les origines. Et quelle soit la réponse apportée, la conséquence a toujours été de déposer le féminin de cette puissance là. Et les femmes sont devenues une ressource dont les hommes ont absolument besoin pour avoir des fils. Ils s'approprient les femmes et les échangent entre eux pour la survie de leurs groupes. Bien sûr il y a eu des progrès, notamment au 20ème siècle, et la contraception institutionnalisée fut primordiale, parce qu'enfin la reconnaissance fut apportée que les femmes pouvaient s'affirmer en tant que sujets en étant libres, de choisir leur maternité. La contraception est essentielle car elle agit au même lieu même où s'est mise en place la domination. La libération des femmes puisse

GISÈLE HALIMI À LA CITÉ DES 4000 DE LA COURNEUVE

Nous l'avons annoncé dans notre numéro 16, Gisèle Halimi, figure historique du féminisme, était parmi nous le 12 mars 2004 à Africa. Dans une salle archi-comble, en présence des femmes du quartier, des villes avoisinantes, de militantes, mais aussi d'Algériens de la 1^{ère} génération venus écouter l'ancienne avocate du FLN.



On écoute l'histoire de Gisèle Halimi, qui se confond avec l'histoire de plus de 30 ans de l'histoire des femmes en France : Le procès de Marie Claire en 1972, «les 343 salopes », la bataille pour la contraception, pour la criminalisation du viol, la prostitution, la parité politique. Les questions démarrent vite sur les dissensions en cours dans le mouvement féministe, à propos du dernier livre d'Elisabeth Badinter, accusant les féministes d'avoir fait fausse route, en victimisant les femmes.

Le débat a été passionnant, parfois vif, la représentante du mouvement « Ni Putes Ni Soumises », déclarant ce débat inintéressant et invitant à aller vers de nouveaux combats. Gisèle Halimi a répondu sur le passé du féminisme dont Elisabeth Badinter et elle même font partie « notre désaccord est important, il s'agit de choses importantes fondamentales, comment pourrions nous être d'accord sur les combats de demain, aus-

si les jeunes doivent prendre parti ». En ce qui concerne Africa nous avons exprimé à plusieurs reprises notre position pour que les femmes des quartiers puissent mener des combats avec les femmes. Il est nécessaire qu'elles s'approprient l'histoire des femmes, de leurs luttes, et par conséquent du féminisme car cette histoire, cette résistance a été occultée. Ce qui s'est passé ces 30 dernières années participe de manière massive à cette occultation et pour cause le féminisme est sans aucun doute le courant le plus radical de tout le mouvement social, parce justement il s'est attaqué à l' ancestrale domination des hommes sur les femmes. Ceux et celles qui s'attaquent aux dirigeants du mouvement féministe comme Gisèle Halimi sont de mauvaise foi, ou ignorants. Peu importe ces femmes exceptionnelles, qui ont pensé, théorisé, le féminisme étaient aussi des femmes d'action et grâce à leur combat des générations de filles peuvent disposer de leur corps librement aujourd'hui, travailler, ouvrir un compte en banque etc.

Et pour tout ça, on leur dit Merci. Les femmes de la cité des 4000 ne s'y sont pas trompées, en accueillant Gisèle Halimi sous les youyous, auquel elle a répondu.

par le fait que mettre au monde un enfant ne leur est plus imposé comme un devoir. C'est un premier pas vers l'égalité qui sera longue très longue même si on entend souvent des femmes dire « Ça y est, on a tout gagné : contraception, parité, emploi, mais on en est qu'aux balbutiements ».

Avec Joëlle Kauffman à La Courneuve

Dans une ambiance sympathique, le comité de promotion des droits de promotion des droits des femmes et Africa ont accueilli Joëlle Kauffman au centre Culturel Houdremont, gynécologue, féministe, dirigeante de la Ligue des droits de l'Homme, et Martine Houvet, co-Présidente de « Choisir la cause des femmes », Muguette Jacquaint, députée, Joëlle Courtel, du Comité des droits des Femmes, Gilles Poux, Maire de La Courneuve, ont débattu toute la soirée avec une cinquantaine de femmes de la ville de sujets aussi variées que : le féminisme est-il toujours d'actualité ?, les violences domestiques, l'accès au logement pour les femmes précaires, les « sans papiers ».

Retenons de cette soirée l'engagement du Maire, Monsieur Gilles Poux, de réfléchir à notre proposition de mettre à disposition des femmes victimes de violences, désirant quitter le domicile conjugal, des logements sociaux prioritaires.

Au lieu de Rencontre pour les Femmes : autour d'un buffet international

Le 8 mars, c'est le grand jour, la fête des femmes alliée au débat.

Dès 10heures du matin, Josephine, Angela, Remziyé, Khéira sont là et accueillent les femmes du quartier venues apporter les unes après les autres les repas en vue du buffet International. A midi le local de Debussy est plein à craquer et la fête gastronomique commence : cuisine de l'Inde, Sri Lanka, Algérie, Maroc, Tunisie, Sénégal, Comores, les saveurs et les odeurs du monde se déclinent au féminin. Travailleurs sociaux, élus dont Muguette Jacquaint Députée, Daniel Goldberg Maire Adjoint étaient présents. A 14 heures c'est le débat autour du thème « les femmes dans les quartiers ont la parole ». Sans tabou, les femmes ont abordé leurs problèmes spécifiques : mariage, virginité, choix du conjoint dans la communauté, travail à temps partiel imposé ou choisi.

Dans les lycées en Seine-Saint-Denis

Africa était invitée à parler de la condition féminine à l'occasion du 8 mars au lycée d'Alembert à Aubervilliers et au lycée Utrillo à Stains le 9 mars et le 18 mars 2004. Dans les 2 établissements les élèves, avaient préparé leurs questions. Pourquoi une journée pour les femmes, le foulard, l'Islam, l'amour, les taches ménagères.

La représentante d'Africa a à chaque fois expliqué et débattu pendant 2 heures des propos dits par des garçons « les mariages forcés ça n'existe pas en France, forcés ou arrangés c'est pas pareil », ou encore des choses plus encourageantes « ma mère n'arrête pas de me montrer les photos d'une fille que j'ai connu bébé, elle veut que je me marie cet été au pays.

FEMMES ET LAÏCITÉ

Les débats autour de la laïcité, sur l'opportunité d'une législation continuent de passionner. Notre association a été invitée à l'université de Paris 8 à Saint Denis, le 6 mai dernier à animer une conférence, dans le cadre d'un cycle organisé par le Département Sociologie. Le 25 mai nous étions au théâtre de la commune à Aubervilliers, à l'invitation des enseignants du lycée Henri Wallon d'Aubervilliers, en présence d'Yvette Roudy, Ni Putes Ni Soumises.



Je refuse, j'ai une copine moi aussi je suis forcé ». Quant à la question des tâches ménagères a été abordée les filles furent unanimes « j'aimerai pas que mon mari s'occupe des enfants, le ménage d'accord pas les bébés, ça ne se fait pas, c'est mal vu. Pour marquer encore la régression un garçon « je me sentirai humilié de faire le ménage », à la quelle à répondu la voix de la résistance mixte, puisque une fille a terminé, en disant « ce que qu'on veut c'est le partage, c'est pas difficile d'apprendre les taches ménagères, c'est pas de la haute technique », et un garçon de répondre « c'est une question d'éducation on nous a jamais appris, je suis prêt à apprendre ». **Mimouna Hadjam**



La pauvreté : un délit ?

Non satisfaits d'avoir créé le chômage massif et structurel, les grands patrons et le MEDEF portent l'indécence et le cynisme à des hauteurs rarement inégalées : le chômage « nous coûte trop cher », osent-ils dire !

Trop de chômeurs à indemniser, trop de mois indemnisés : « Trop, c'est trop ! ». Trop de pauvres à soigner. Trop, le RMI. Les salariés ? Trop chers aussi. Trop à payer pour les retraites. Même la science devient trop chère ? Trop, cela en est trop !

Nous leur coûtions, toutes et tous, chers, trop chers. Alors ils joignent l'acte à la parole : ils ont tout un gouvernement pour faire. Sans états d'âme, il s'attelle à la tâche : les immigrés, les retraites, l'éducation, la recherche, l'allocation chômage : les coups pleuvent de toute part. Celles et ceux qui ne vivent que de leur travail, en commençant par les plus pauvres, voient leurs revenus, déclarés comme trop élevés et les droits qui les fondent, considérés comme exorbitants, donc indus ! Et tout cela devient du...trop perçu ou des privilèges insupportables pour les patrons et leurs milliards de bénéficiaires, de stoks-options.

Alors, lois à l'appui, ils nous condamnent aux travaux forcés, sans autre forme de procès que le passage du RMI au RMA. Pour la retraite et sans procès

non plus, ils nous condamnent à une amende équivalente à trois années de plus de cotisations. Sans procès, ils nous condamnent aussi à être déchus d'une grande partie des droits à l'allocation chômage, avec « la mise en liberté surveillée » des chômeurs non encore déchus.

D'autres sentences ont été prononcées ou sont en voie de l'être : moins « d'école », moins de « soins », moins de travail digne de ce nom etc...En fait nous sommes déclarés, coupables de ne pas assez travailler et, si l'on est au chômage, coupables de ne pas vouloir travailler. Et pour que les choses soient très claires, ils dégagent toute responsabilité quant aux conséquences de cette situation. Ainsi, si on

ne peut plus payer son loyer : on sera expulsé. Si on est surpris sans titre de transport, on paiera son amende, sinon, la somme grossira au fil des pénalités. Si on n'arrive plus à subvenir aux besoins ou à l'éducation de ses enfants, on vous les enlèvera. Si on est tenté de faire la manche ou de voler pour ne pas mourir de faim ou de froid, les prisons (qui sont déjà parmi les plus peuplées d'Europe), daigneront peut-être vous accueillir...

La pauvreté un délit ? Oui et sans procès. Va-t-on accepter d'être déclarés coupables, presque par contumace, de vouloir vivre dignement et mieux. Quand dirons-nous et aussi fort : trop c'est trop ? ! Pour arrêter tout cela, il faudra, à coup sûr, plus que les manifs passées, plus qu'un bulletin dans l'urne. Beaucoup plus...

F.B.



ALGÉRIE : ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Ni alternance, ni alternative !

Le 8 avril dernier s'est déroulée l'élection présidentielle en Algérie : Abdelaziz Bouteflika, Président sortant (en exercice depuis 1999) a été réélu pour un nouveau mandat de 5 ans.

Officiellement, selon les résultats proclamés par le Conseil constitutionnel, il aurait recueilli une très large majorité des électeurs qui se sont exprimés.

Fraude ou pas de fraude ? Elections « propres » et démocratiques ou non ?

Ces questions, de nombreux citoyens se les posent : elles sont importantes et nécessitent d'être résolues, car elles conditionnent l'avenir de la démocratie.

Vu de l'extérieur, la vie en Algérie apparaît formellement comme démocratique : depuis l'avènement du « multipartisme » en 1989, acquis de la révolte populaire d'octobre 1988, il y a eu trois élections législatives - celles de fin 1991 ont été interrompues (après le premier tour) par l'armée, soutenue alors par la plupart des mouvements démocratiques, pour empêcher le « Front Islamique du Salut » (FIS) de s'installer aux commandes de l'Etat et de déployer son programme de régression sociale et économique - et trois élections présidentielles, en 1995, en 1999 et en ... 2004.

Cette apparence de vie formellement démocratique est renforcée par le développement sans précédent des mouvements associatifs et partisans et la présence d'une presse active et critique.

Mais cela ne suffit pas pour bien cerner les enjeux poli-

tiques actuels en Algérie. Et franchement, il y a bien une question plus fondamentale, pour ne pas dire capitale pour le quotidien de la majorité des Algériens : cette élection est-elle une véritable alternative, c'est-à-dire une solution aux problèmes qui se posent à la masse des Algériens ? Car une élection ne se juge pas seulement sur la forme, mais aussi et surtout sur le fond. Et les citoyens attendent d'une élection qu'elle soit avant tout, avant d'être une alternance ou un changement de personnes, un engagement et une action concrète pour résoudre des problèmes d'ampleur nationale : logement, santé, éduca-



tion, transport, chômage...

Pour tous ceux qui vivent directement de leur travail, l'inquiétude est grande que ce nouveau round présidentiel, au-delà des promesses verbales (qui n'en-

HONORABLE

Une justice... partiellement rendue !

Soutien et solidarité avec l'idéal de Maurice Audin.

Une plaque portant le nom de Maurice Audin a été inaugurée



le 26 mai 2004 à Paris par le maire de Paris (suite à une décision adoptée par la majorité du Conseil municipal), en présence d'une foule nombreuse, de Josette Audin et ses deux fils. Maurice Audin né le 14 janvier 1932, mathématicien enseignant à l'université d'Alger,

militant du Parti Communiste Algérien, enlevé, torturé puis assassiné par l'armée française en pleine occupation de l'Algérie en 1957. Jusqu'à aujourd'hui, sa famille n'a pas retrouvé son corps !!!

gagent que leurs auteurs), ne répondra pas à leurs attentes sociales et économiques. Même si le Président élu était autre que Bouteflika. Tout simplement, parce que les ouvriers, les paysans pauvres n'ont pas encore de représentants dignes de leurs aspirations au progrès social, la solidarité et la paix. Ni le Président élu, ni même aucun de ses principaux concurrents ne s'est franchement prononcé contre la prochaine adhésion de l'Algérie à l'OTAN, contre l'adhésion à l'OMC, contre les privatisations préconisées par le FMI et la Banque mondiale...

Dans ce schéma, un Président et une assemblée unis, un syndicat des travailleurs muselé et la répression deviennent un pré-

alable pour le maintien et l'exercice du pouvoir.

Il est possible de renverser ce rapport des forces. Le mouvement de protestation populaire est un point d'appui irremplaçable. Il doit être soutenu, amplifié pour rassembler toutes les forces sociales et politiques qui visent à délégitimer ce capitalisme dépendant. Dans cette tâche révolutionnaire, les communistes peuvent et doivent prendre toute leur part pour rendre l'alternative crédible et efficace.

Et les immigrés, dans cette histoire ?

Partie intégrante du peuple algérien, les Algériens résidant en France, avec ou sans papiers, nés en France ou émigrés, sont

inquiets.

Ils attendent d'un Président qu'il agisse pour sauvegarder leur dignité bafouée par les balafres géantes qui traversent leur cadre de vie et de travail : racisme, notamment le racisme institutionnel, droit d'exception du séjour et du travail (voir toutes les lois relatives à l'immigration, et notamment la dernière), crimes impunis ou qualifiés de « bavures policières », gestion coloniale des lieux d'habitation et de vie, stigmatisation massive dans les médias. Nombre d'entre eux, qui vivent sous le capitalisme, ne veulent pas que le Président applique les recettes du capitalisme, incapable de résoudre pour sa propre société le problème du chômage et du travail précaire, incapable de donner de l'espoir et un avenir à leurs enfants. Ils n'acceptent pas que l'Algérie - riche d'histoire victorieuse contre l'un des colonialismes les plus criminels, riche de femmes et d'hommes qui ont montré et concrétisé la possibilité de transformer le pétrole en moyens de vivre en Algérie (usines industrielles, exploitations agricoles, hôpitaux, écoles, universités, centres de formations professionnelle, sportive, culturelle) - devienne, par la volonté d'une minorité d'affairistes nationaux et internationaux, un simple comptoir colonial de vente de pétrole et de gaz, un pays seulement de commerçants importateurs, en arrêt de production (alors que les réserves en devises n'ont jamais été aussi élevées), un pays de « chaos judiciaire » où des affairistes font la loi, des terroristes sont impunis, leurs alliés siègent aux sommets de l'Etat, un pays où pour de nombreux jeunes et moins jeunes ...

COLONISATION :

Une proposition de loi provocatrice !

En mai 2003, l'Assemblée nationale a enregistré un projet de loi disposant en un article unique : « L'œuvre positive de l'ensemble de nos concitoyens qui ont vécu en Algérie pendant la période de la présence française est publiquement reconnue » !!! Cette ignominie, prise à l'occasion de l'année l'Algérie en France, est à mettre au crédit d'une centaine de députés UMP (parti du Président), emmené par Jean Leonnetti, Philippe Douste-Blazy (!) et Rudy Salles (de l'UDF). Les présidents des groupes de la Droite n'ont pas co-signé. Mais ... des protestations ? Que ni ni ! Reconnue comme positive la guerre, les tapis de bombes au napalm, les charniers, le code infâme de l'indigénat, les viols, la torture, les « corvées de

bois », les assassinats et l'exploitation éhontée d'Algériens étiquetés comme être inférieurs ? Tous actes commis par les plus hauts dignitaires de l'armée et de la bourgeoisie française qui se sont vautrés dans le sang de milliers d'innocents : les Bugeaud, Saint Arnaud, Clauzel, Le Pélissier, Rovigo, Lamoricière, Massu, Bigeard, Papon, Aussarès, Nos aînés ont-ils eu tort de se battre pour l'indépendance ? Décidemment la mémoire des opprimés et des démocrates n'a rien à voir avec celle des nostalgiques de l'apartheid colonial, partisans de l'ordre capitaliste. Ces députés, masqués en démocrates, ne sont pas capables de justice : ni dans le passé, fut-il colonialiste, ni même dans le présent, et encore moins dans l'avenir !

le visa à l'étranger devient un projet de vie !

Cette situation n'est ni naturelle ni fatale : il existe bien une alternative différente de ce bazar capitaliste et affameur du peuple que nous proposent ensemble ce pouvoir, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, Il nous appartient de participer à sa construction, pas à pas et ... lutter pour la défense et le respect des libertés démocratiques, sociales et politiques, au profit de tous ceux qui vivent de leur travail. **Kamel Badaoui**

PALESTINE :

A l'honneur du peuple de France

L'IPC (International Press Center de Gaza) a rapporté (courant janvier) que 42 anciens soldats français, qui avaient refusé de servir dans l'armée française durant l'occupation coloniale de l'Algérie, ont assuré de leur soutien le mouvement des « refuzniks » qui se déploie parmi les soldats de l'occupation israélienne et proteste contre l'agression répétée contre le peuple palestinien.

Ils ont écrit : « soldats qui nous sommes dressés contre la guerre colonialiste de la France contre l'Algérie, nous ne pouvons pas rester insensibles au sort du peuple palestinien. Nous condamnons la politique colonialiste du pouvoir israélien qui, au fil des décennies, a annexé et continue d'annexer des territoires palestiniens.... Israël doit se retirer de tous les territoires occupés. La Palestine ne pourra être israélienne pas plus que l'Algérie ne pouvait rester française ».

CULTURE

La Gauche et les cités

un livre d'Olivier Masclet

Dans le cadre des activités culturelles, le « café culturel » a invité le 26 mars dernier, le sociologue Olivier Masclet pour présenter son livre : *La Gauche et les cités*, enquête sur un rendez vous manqué, édition La Dispute, série « Pratiques Politiques », Avril 2003.

La soirée est organisée en partenariat avec « Les Amis du Monde Diplomatique » en présence de l'auteur qui a présenté son livre devant un public composé d'hommes et de femmes de la cité des 4000 à la Courneuve et d'ailleurs, des jeunes et des moins jeunes, des acteurs de la vie associative et des élus locaux...

Le livre est le résultat d'une enquête de dix ans dans la cité du « Luth » à Gennevilliers, dans le cadre d'un travail universitaire (thèse de doctorat). L'auteur a essayé de suivre le processus de paupérisation des habitants de la cité et la dégradation de l'environnement, en observant en même temps les réponses apportées par les élus communistes de la ville face à cette situation. Il a retracé l'histoire de la cité des années cinquante jusqu'à aujourd'hui.

Selon l'auteur, la ville dirigée par le Parti Communiste s'est engagée dans une politique de rénovation urbaine dans les années cinquante. Le but était d'améliorer les conditions de logement de la base du PC formée d'ouvriers qualifiés, stables, syndiqués, travaillant dans l'industrie ou bien des employés de la fonction publique et les couches supérieures des ouvriers et employés du secteur privé. Les militants agissaient dans la cité pour améliorer les conditions de vie et

pour recruter les militants et les électeurs.

Au milieu des années soixante dix, la nouvelle politique des crédits immobiliers a facilité l'accès à la propriété dans des zones pavillonnaires. La base du PC commence à quitter les cités laissant la place à des OS, manoeuvres et travailleurs précaires, des familles nombreuses, des immigrés ou des enfants d'immigrés qui travaillent dans des petites entreprises ou dans le secteur des services...

Cette nouvelle population de la cité est mal perçue sous prétexte que sa visibilité renforce le vote pour l'extrême droite. Progressivement, la population de ces cités n'intéresse plus les deux grands partis de gauche. Les enfants d'immigrés reprochent à la gauche de les délaissés et d'essayer d'attirer d'autres catégories sociales : employés de l'Etat, professions intermédiaires, cadres moyens...

Les élus locaux et les militants des parties de gauche appartiennent de plus en plus aux classes moyennes et tirent leur légitimité non plus de la lutte syndicale ou sociale mais de leur stabilité professionnelle et de leurs diplômes.

Le blocage de la promotion sociale pour les personnes d'origine modeste, surtout les enfants d'immigrés, a déplacé le champ des luttes, des syndicats d'entreprises vers le champ social dans les quartiers et les cités.

Cette nouvelle forme de militantisme des enfants d'immigrés n'est pas reconnue par les partis de gauche. Or ces nouveaux militants des cités sont des diplômés qui suivent l'actualité politique, s'impliquent dans la vie du quartier, se posent comme modèle

pour les plus jeunes, chômeurs ou exclus du système scolaire...Ils ont acquis une certaine expérience et une respectabilité auprès des jeunes et des familles.

Le processus de détérioration de la situation dans certains quartiers aurait pu être maîtrisé si les élus et les partis de gauche avaient pris au sérieux les jeunes qui s'impliquent dans la vie quotidienne malgré la dévalorisation de leurs diplômes, le chômage, l'exclusion sociale et les discriminations. Quant à l'extrême droite, elle s'est engouffrée dans la brèche en exploitant les problèmes des pauvres. Elle s'est installée dans le paysage politique en France en défendant des thèses ultralibérales tout en créant des divisions entre les exclus délaissés par la gauche qui veut gouverner au centre.

Les intégristes de tout bord ont occupé l'espace laissé vacant par les militants politiques ou associatifs dans des cités de plus en plus dégradées, habitées par des populations de plus en plus précaires et exclues.

Le rapport de force à l'intérieur de la gauche est largement en faveur du parti socialiste. Or celui-ci s'adresse aux couches moyennes et ne présente aucune alternative pour les nouveaux prolétaires et précaires.

Le rendez-vous manqué de la gauche avec la classe ouvrière et les enfants d'immigrés a permis à la droite de faire de la surenchère en se positionnant comme donneuse de leçons sur la double peine, la nomination au gouvernement de deux figurants qui ont des noms arabes, etc.

L'amélioration du cadre de vie dans les cités, la lutte contre le chômage et les discriminations sociales ne peuvent s'inscrire que dans le cadre d'une lutte collective et une solidarité de classe entre les couches populaires.

Compte rendu et commentaire de Tahar Moez

DISCRIMINATION POSITIVE:

Qui veut-on tromper ?

Le ministre de l'intérieur, appliquant la « discrimination positive », vient de nommer un français d'origine algérienne à une haute fonction de l'administration de l'Etat (Aïssa Darmouche, préfet du Jura, ex-directeur de l'école de commerce de Nantes). Ce ministre, en particulier, dialogue et coopère avec les obscurantistes de toutes les religions ; tandis que les avis et actions des démocrates et progressistes sont ignorés ou marginalisés. Qui veut-on tromper ? La majorité des immigrés, maghrébins en particulier, subissent des faits observables et durables, conséquents à l'application d'un droit d'exception, raciste et xénophobe,

consigné dans les lois Pasqua, Debré, Chevènement, Sarkozy (depuis janvier 2004) : expulsions par charters, centres honteux de rétention, contrôles au faciès, accueil inamical et irrespectueux dans les administrations, fichage policier, gestion coloniale des banlieues, vidéo-surveillance des quartiers populaires, atteinte aux droits des visites familiales (soumises à visa), stigmatisation dans les médias. Cette politique de « filialisation » sociale et politique immigré-colonisé est-elle si différente de celle de l'extrême-droite qui prône la politique de la préférence nationale, « les français d'abord, et les immigrés dehors » !

Discrimination : résurgence du McCarthysme aux USA et... du code des indigènes en France !

Les dirigeants de la compagnie Air France ont décidé (dans une note diffusée en début d'année) d'appliquer les directives racistes des services de sécurité états-uniens : le personnel navigant « originaire » (naissance, nom, ...) de 10 pays considérés comme dangereux (dont l'Algérie), subiront, à chaque entrée sur le territoire US, un entretien individuel et suivront un circuit spécifique des contrôles. 300 personnes (essentiellement affectées aux services à bord des avions) seraient concernées par ces mesures inqualifiables. Réaction des dirigeants d'Air France : autoriser ces « indigènes » à se programmer ailleurs qu'aux USA !

Pour renforcer votre association, remplissez lisiblement le bulletin d'adhésion ci-joint, et adressez-le à AFRICA, 3, place Georges Braque 93120 La Courneuve.

Vous pouvez aussi téléphoner au 01.48.36.95.74

Vous serez tenu au courant des activités de l'association et pourrez y participer. Vous prendrez également connaissance des statuts de l'association et des modalités de contribution pour soutenir financièrement l'association.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____ Téléphone : _____

Courriel (internet) : _____

CULTURE

Africa s'intéresse aux ouvriers !

Combien riche a été la rencontre débat du Café Culturel (mardi 25 mai 2004). Stéphane Beaud (sociologue, enseignant, chercheur) nous a présenté son livre, « Retour sur la condition ouvrière ». Pourquoi cette invisibilité de la classe ouvrière, alors que sur le terrain les ouvriers existent bel et bien ? C'est ce qu'a tenu à rappeler l'auteur en mettant en évidence les différents volets de la crise de la classe ouvrière :

– Crise de la représentation politique et syndicale : la classe ouvrière est sur la défensive par rapport à ses traditionnels moyens de défense (PCF, CGT...)

– Crise économique : chômage et licenciements massifs, intensification du travail et élargissement de l'exploitation capitaliste ont contraint à de véritables reculs.

– Crise et effondrement de l'enseignement professionnel avec la dévalorisation du CAP et symétriquement, élévation du niveau des espérances des enfants d'ouvrier (avec le mot d'ordre de « 80% au BAC »).

– Crise du militantisme : « les militants n'ont plus de successeurs ».

Il a été relevé une mutation importante au sein de la classe ouvrière : 30% à 40% de ses effectifs seraient issus de l'immigration. Or cette génération manque cruellement de travail pour exister pleinement ! Avec le clivage et la précarité, elle est souvent en marge des lieux de pleine socialisation. Une opinion largement partagée par l'assistance : reconstruire partiellement les instruments politiques dont a besoin la classe ouvrière.

Poèmes de protestation

Julio Cortazar poète Latino-Américain a écrit contre la désinformation, les silences et les mensonges distillés par les médias (extraits)

Pour les journalistes qui accomplissent noblement leur tâche, ça sert à quoi d'écrire de la bonne prose, ça sert à quoi d'exposer des raisonnements et des arguments ? Si les chacals veillent ?

La meute se rue sur le verbe, le mutilé, le plie à son désir et jette le reste. Avec eux le blanc devient noir, le signe plus devient moins. Les chacals sont des connaisseurs en Téléx. Ils sont les ciseaux de l'infamie et du malentendu.

Meute universelle, Blancs, noirs, albinos, laquais s'ils ne signent pas, et encore plus laquais quand ils signent, mesurant chaque phrase, à quoi ça sert de peser chaque fait, chaque geste expliquant telle ou telle conduite si le lendemain, les journaux, les conseillers, les agences, les policiers déguisés, les consultants du gorille, les avocats des trusts le chargent de nous servir la version la plus correcte à l'usage des innocents ou bien des crapules.

Ils fabriqueront encore une fois le mensonge qui court, le doute qui s'installe. Et combien de braves gens, dans combien de villes et de campagnes dans tant de cette terre qui est la nôtre, qui ouvrent leur journal y cherchant la vérité, se retrouveront face à la vérité maquillée, avalant à pleines bouchées la boue préfabriquée dans des colonnes soignées. Et il y en aura qui croiront tout cela, et croyant cela, ils oublieront tout le reste.

... Alors non, il vaut mieux être ce qu'on est, dire ce qui brûle la langue et l'estomac, il y en aura toujours pour comprendre ce langage qui vient du plus profond. Comme du plus profond jaillissent le sperme, le lait, les épis.

... Je ne m'excuse de rien, et surtout je ne m'excuse pas de ce langage, c'est l'heure du chacal, des chacals et de leurs serviteurs. Je leur dis : allez vous faire foutre. Et je dis ce que je vis et ce que je sens, ce que je souffre et ce que j'espère.

De EZLN mouvement zapatiste des Chiapas

Nous ne sommes pour le pouvoir qu'un chiffre de plus dans ses comptes

Nous sommes un numéro dérangeant, un numéro dans la balance

Pour nous faire disparaître, ils nous évaluent

Pour évaluer leur temps et leur coût

Pour nous exploiter, ils nous évaluent

Pour évaluer leur temps et leurs bénéfices

Pour nous contrôler, ils nous évaluent

Pour évaluer leur temps et leurs dépenses

suite du portrait page 12

Afrika : Comment se caractérise concrètement la participation de la population contre ces mauvais coups, avez-vous eu des expériences ou des projets pour organiser la population ?

Tout à fait, il faut que la population se mobilise avec les élus. J'ai mené une expérience concrète très récemment avec les Rmistes de la ville. J'ai organisé une réunion publique sur le futur RMA, la salle était pleine. Nous avons organisé une seconde réunion, j'ai fait signé des pétitions pour que l'on aille porter tout ça en sous-préfecture et les Rmistes étaient là. Ces initiatives là commencent à les irriter et on va les multiplier, et on a l'intention de mettre les pieds dans le plat concernant la sécurité sociale également.

Afrika : Pour revenir maintenant au niveau local, au niveau des composantes de la ville, Aubry a été une ville d'immigration pendant très longtemps. Quelques mots là dessus ?

L'immigration on n'en parle pas ici, car elle ne pose pas de problème, car je crois qu'elle est vécue naturellement. Les premières vagues d'immigration ont été surtout polonaises et italiennes avec la mine.

Puis ensuite il y'a eu les marocains venus travailler à la mine, et ensuite les algériens et marocains venus travailler à l'actuel Umicore, à l'époque la compagnie royale asturienne des mines.

Ça na jamais posé de problème parce que évidemment, quand ces premiers d'immigrés sont arrivés il y'avait du racisme à

l'époque, mais il avait le plein emploi et donc il n'y jamais eu de vrai problème, puisqu'il y avait du travail du travail pour le monde. Je ne ressens pas du tout le climat raciste sur la ville, y compris dans les personnels communaux, qui compte de nombreux jeunes issus de l'immigration maghrébine.

Tout ça, ça vit bien. On n'a pas de problème de rejet, de violence lié au racisme. Par contre c'est vrai qu'au niveau dans l'emploi dans le privé. Les enfants de l'immigration ont du mal plus que les autres à trouver du travail, même s'ils sont diplômés. J'ai un adjoint issu de l'immigration maghrébine adjoint à la jeunesse. J'avais en tout 3 représentants de l'immigration maghrébine sur ma liste de 10 membres.

Afrika : L'apport de l'immigration polonaise a beaucoup apporté, est ce que vous pouvez nous donner quelques précisions.

Mon père et ma mère sont nés en Pologne. Mon grand père était syndicaliste à la CGT ; mais clandestin, car à l'époque si les autorités apprenaient qu'on était syndiqué on était expulsé immédiatement. Mon père a été ensuite délégué mineur, il a mené son combat syndical .

Les polonais ont également été très actifs pendant la guerre de résistance, ici d'ailleurs à la libération d'Aubry il y eut 3 jeunes polonais massacrés par les Allemands au moment de la libération.

Le combat pour la liberté, les polonais d'ici l'ont engagé sans rechigner. La communauté est très nombreuse aussi. Ils ont

créé aujourd'hui des associations, des clubs de gyms etc...

Ici aujourd'hui il y'a encore 3 associations culturelles polonaises, et qui font des activités, très dynamiques. C'est resté quelque chose de très fort. La ville d'AUBRY est par ailleurs jumelée avec une ville de Pologne depuis 25 ans. Des groupes de jeunes vont là bas un mois et en contre partie nous en recevons ici. Au niveau sportif par exemple le club de football de Lens qui attire tous les regards dans la région, a produit d'excellents joueurs polonais, qui ont d'ailleurs ensuite joué en équipe nationale polonaise.

Afrika : Comment vous gérez cette charge d'étui ?

C'est mon premier mandat, j'ai été élu j'avais 40 ans , j'en ai 43 ans maintenant. Avant j'étais adjoint dans l'équipe communiste d'adebert Valette, qui avait été élu en 1971. Forcement j'arrive avec un regard neuf, avec ma propre personnalité donc forcément la gestion que j'ai mis en place elle est un peu différente de celle de mon prédécesseur.

Le principal objectif que l'on s'est fixé est d'abord de lutter contre l'échec scolaire, principal objectif car s'est insupportable, car il faut que nos enfants puissent avoir leur chance tout normalement. On essaie de mettre en place beaucoup de péri scolaire, des crèches, des gardes scolaires, on a aussi un service jeune, on a aussi un service des sports et de nombreux équipements sportifs, nous avons un collègue, un lycée professionnel.

**Transcription : Maty Thiam
Entretien : Aïssa Zekkour**

PORTRAIT

Freddy Kaczmareck, Maire d'Auby (Nord)



Dans le cadre de cette rubrique, nous avons rencontré Freddy Kaczmareck, un jeune maire à la tête de la commune d'Auby (Nord) entretien..

Auby est une petite ville minière de 8000 habitants près de Douai, à une quarantaine de Km de Lille, capitale Européenne de la culture en ce moment. C'. La région est la plus jeune de France, une région de 4 millions d'Habitants, l'équivalent de l'Irlande, dans un milieu très urbanisé, très dense.

C'est une ville de tradition industrielle, qui a connu sur son territoire l'extraction minière ; nous avons perdu plus de 1000 emplois en 30 ans. Il reste aujourd'hui implanté sur notre territoire, Umicore qui produit le zinc, la seule unité de production de zinc en France, et l'imprimerie nationale implantée ici et Renault Douai.

Afrika : Sur la situation actuelle qu'en est-il ? J'ai vu qu'il y avait des menaces au niveau

économique.

L'imprimerie nationale est menacée à Auby. Nous avons 26% de chômeurs. La reconversion minière est loin d'être terminée. On commence à avoir des inquiétudes au niveau d'Umicore qui annonce un plan social. On annonce des réductions d'effectifs à l'imprimerie Nationale. L'Etat qui a investi ici il y'a 30 ans pour la reconversion est aujourd'hui en train de laisser tomber L'Etat aujourd'hui ne fait rien contre les directives européennes.

Les conséquences de la fermeture de Metaleurop sont multiples. La conséquence principale est sur la santé. Nous avons fait un diagnostic santé révélé en octobre 2002, qui fait le constat que dans le Douaisis on bat des records mondiaux de cancer respiratoires. On est dans une zone géographique où la longévité est plus courte, on meurt plus vite ici, qu'ailleurs en France et le facteur déterminant dans ce constat là reste la pauvreté : quand les logements sont insalubres, quand les gens sont au chômage, automatiquement ils sont condamnés à mourir plus vite que les autres, et ça c'est une injustice intolérable, il s'agit d'une inégalité devant la mort et ça c'est insupportable. Je dirais que cela c'est la conséquence la plus dramatique du climat social qu'il règne ici.

Il y a aussi le retard scolaire, nous sommes dans un réseau ZEP, il y a beaucoup d'enfants qui entrent au collège avec des

difficultés pour lire et écrire. Ça veut dire que nous sommes dans un cercle vicieux que la pauvreté engendre ; entre l'échec scolaire et l'insécurité de l'emploi, nous n'arrivons pas à sortir les gens.

Afrika : En tant qu'élu, quelle marge de manœuvre il vous reste, pour résister face à tous ces mauvais coups ?

Le terme est bien choisi, car lors des vœux de débat d'année, j'ai déclaré à la population et aux habitants et à la presse que j'étais un maire entré en résistance.

Parce que je pense qu'aujourd'hui effectivement qu'il faut entrer en bagarre contre le pouvoir à ce niveau là, parce que qu'on nous méprise, on nous a toujours méprisé parce que nous sommes en dessous de tout, dans notre région par rapport à la moyenne nationale, on est équipé sur tous les plans ; on a moins d'enseignants qu'ailleurs, moins de médecins qu'ailleurs, moins de policiers qu'ailleurs, donc nous sommes sous équipés structurellement. C'est un véritable mépris, parce que lorsqu'on regarde l'histoire récente de France, on voit qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'industrie minière a relevé la France ; on se souvient de Thorez qui était venu ici pour dire qu'il fallait se mettre au travail, car la France a eu besoin de charbon pour relancer son industrie.

... suite page précédente